



La Commission européenne Représentation en France

Conférence - débat

**« Le Partenariat pour le Commerce et l'Investissement
entre les Etats-Unis et l'Europe »**

Olivier Coppens, Attaché économique – Représentation de la Commission en France





Le TTIP en bref

Accord de **libre-échange** entre l'UE et les USA
50% du PIB mondial: accord unique par sa taille
→ **Le marché le plus porteur pour les entreprises françaises**

(source: stratégie pour le commerce extérieur de la France, 2012)

Négociation commerciale **menée par la Commission européenne** au nom des 28 Etats membres et sur base d'un **mandat de négociation** donné par les Etats membres

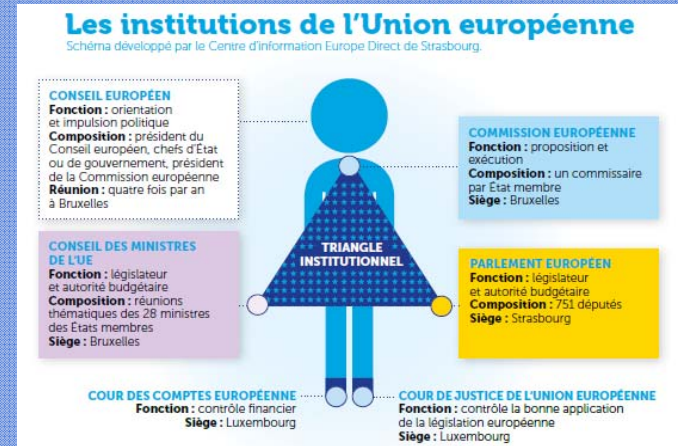
→ **Un contrôle démocratique**

Une négociation qui suscite des **inquiétudes**, auxquelles la Commission souhaite répondre.

→ **Plus de transparence et de pédagogie**

Un débat européen, mais **pas identique dans l'UE**

→ **Une négociation pour toute l'UE**



POUR ALLER PLUS LOIN

→ Site internet dédié

http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/index_fr.htm

→ Mandat de négociation

<http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-11103-2013-DCL-1/en/pdf>

→ Liste des négociateurs

http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/july/trade_doc_151668.pdf



Pourquoi un accord commercial transatlantique ?

✓ Dimension **stratégique**

- ✓ Réaffirmer notre leadership à l'échelle mondiale **face au développement d'autres modèles**
- ✓ **Réguler** la mondialisation

✓ Enjeux **économiques**

- ✓ Consolider la **sortie de crise**
- ✓ Eliminer les obstacles à **l'intensification** des échanges en rapprochant nos systèmes réglementaires



Le contenu de l'accord

3 volets

Accès aux marchés

Droits de douane – Services – Marchés publics

Questions réglementaires

Eviter la duplication des contrôles réglementaires

Règles internationales

Définir des standards sociaux, environnementaux – Energie – Investissements



✓ Dans l'accord

Accès aux marchés

Questions réglementaires =
éliminer des doublons,
développer la coopération en
amont, pragmatisme,
apprendre de l'autre

Règles internationales =
droit à légiférer, clause de
maintien des niveaux de
protection sociale et
environnementale

X Ne sera pas dans l'accord

Audiovisuel

Services publics exclus explicitement ("réserves"):
éducation publique, eau, monopoles de service public, services de
santé, services sociaux

Obligations de traitement national pour les subventions

Harmonisation réglementaire systématique

Reconnaissance mutuelle systématique

Remise en cause des choix de société

(poulet au chlore, OGM etc)

Changements dans la législation

Imposer son système

Pas de remise en cause de la protection

- ✗ des travailleurs,
- ✗ de l'environnement,
- ✗ des consommateurs,
- ✗ de la santé et du bien-être animal,
- ✗ de la vie privée sur Internet



La question du règlement des différends Etat/investisseur

- ✓ Règles sur la protection de l'**investissement**
 - ✓ **But: protéger** les investissements opérés à l'étranger contre les décisions arbitraires et injustifiées
- ✓ Possibilité d'inclure un mode de règlement des différends indépendant, l'**arbitrage international Etat/investisseur**
 - ✓ **But: moderniser** les dispositions standard, afin d'éviter les dérives
- ✓ Pour l'instant, pas de négociation – la Commission prépare proposition sur base mandat du Conseil et consultation
- ✓ En **France** : **93** accords bilatéraux d'investissement
- ✓ Importance de la protection du droit de légiférer des Etats



Les bénéfices pour l'économie française

- ✓ Pour la **croissance**
- ✓ Pour l'**industrie**
- ✓ Pour le monde **agricole** et **agroalimentaire**
- ✓ Pour les **services**
- ✓ Pour les **petites et moyennes entreprises**



Les bénéfices pour l'économie française

- ✓ Pour la **croissance**
- ✓ Pour l'**industrie**
 - ✓ Le réglementaire: normes techniques, étiquetage, certification
 - ✓ Accès aux marchés publics: *Buy America*, énergie, transport, villes
 - ✓ La simplification des formalités douanières (chimie, pneumatiques)
 - ✓ Une meilleure protection de la propriété intellectuelle (pharma, textile)
 - ✓ Elimination des pics tarifaires (textiles, pneumatiques, pharma, ferroviaire)
 - ✓ Les barrières non tarifaires



Les bénéfices pour l'économie française

- ✓ **Pour le monde agricole et agroalimentaire**
 - ✓ Le procédures d'agrément (exigences lourdes qui bloquent des dossiers pendant des années, pommes...)
 - ✓ **Elimination des pics tarifaires** (produits laitiers à 139%, boissons non alcoolisées à 20%, conserves de thon à 35%)
 - ✓ **Levée des embargos US sur la viande bovine européenne (ESB)**
 - ✓ **Reconnaissance de la régionalisation** par les USA
 - ✓ **Appellations d'origine contrôlée pour les fromages**



Les bénéfices pour l'économie française

✓ Pour les **services**

- ✓ Accès aux marchés publics: *Buy America*, villes
- ✓ Convergence réglementaire, notamment dans les services financiers
- ✓ Transport aérien et maritime (restrictions en capital, cabotage)

✓ Pour les **petites et moyennes entreprises**

- ✓ 3000 ETIs et 17000 PME française exportent aux USA
- ✓ Un chapitre commun pour trouver des politiques pour aider les PME
- ✓ La simplification des formalités douanières
- ✓ Accès aux marchés publics: *Buy America*, villes

Des questions?

✓ Centre d'information Europe Direct Région Midi Pyrénées (Maison de l'Europe de Toulouse Midi-Pyrénées)

- offrir un service d'**information de proximité**
- conseiller et répondre aux **questions des citoyens** sur l'UE
- encourager activement le **débat local et régional** sur l'UE et ses politiques
- recueillir les **préoccupations des citoyens** et en rendre compte à Bruxelles

✓ Représentation en France de la Commission européenne



@UEfrance

@Chlabam

@UEmarseille



UEenFrance

